

L'économie de La Réunion en 2016

Le dynamisme perdure, mais quels relais futurs ?

P
O
R
T
R
A
I
T

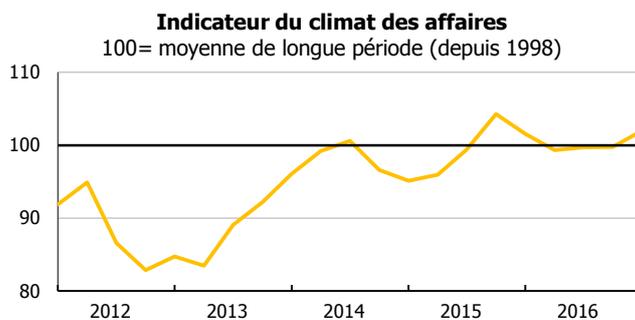
L'année 2016 confirme le maintien de l'économie réunionnaise dans un environnement conjoncturel bien orienté. L'embellie qui s'est dessinée en 2013, puis a pris forme en 2014, perdure et se consolide. Le climat des affaires parvient à se maintenir au niveau de sa moyenne de longue période, correspondant à un contexte économique favorable dans lequel les fondamentaux de l'économie s'améliorent. L'image d'une économie proche de son haut de cycle reste présente, avec des signes de plafonnement et de tassement de certains moteurs de la croissance, notamment ceux liés à des leviers temporaires ou exceptionnels tels que les taux bas, la faible inflation et même l'effet du chantier de la NRL. L'enjeu consiste donc à activer des moteurs de relais suffisamment robustes pour maintenir ce rythme de croisière ou tout au moins éviter un ralentissement.

En 2016, la consommation des ménages reste soutenue et l'investissement frémit, laissant entrevoir des effets d'entraînement auto-entretenus, capables d'enclencher une baisse du chômage. La croissance de l'emploi et de la masse salariale se poursuit, à bon niveau. Du côté du commerce extérieur, les échanges sont dynamiques. L'amélioration est générale dans tous les secteurs, ce qui est rassurant quant à la robustesse de la croissance. Si les signaux pour 2017 semblent de bon augure, les craintes sur la conjoncture internationale et l'attentisme liés aux élections présidentielles pourraient peser sur la tendance.

L'activité bancaire s'est de nouveau renforcée en 2016, dans un contexte de conditions financières exceptionnellement accommodantes et d'un environnement conjoncturel bien orienté. Le modèle de la banque de détail continue de s'adapter aux contraintes réglementaires et prudentielles et de se transformer face à l'univers de taux bas et à l'émergence de la banque digitale. L'arrivée de nouveaux acteurs (Compte nickel, Orange bank, assureurs, crowdfunding) et la fusion entre la CEPAC et la BR transforment le paysage bancaire.

UN CLIMAT DES AFFAIRES TOUJOURS FAVORABLE

L'amélioration du climat des affaires se poursuit



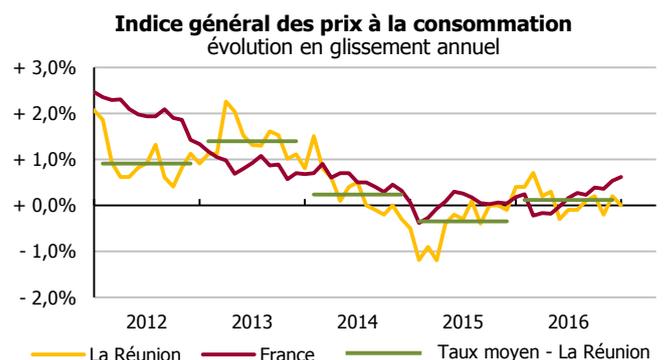
Source : Enquête de conjoncture IEDOM

signe d'inflexion ou d'accélération pour l'année 2016.

Une évolution des prix atone

L'indice des prix à la consommation des ménages augmente en moyenne de 0,1 % en 2016, après une baisse historique de 0,3 % l'année précédente. Le niveau de l'inflation reste néanmoins légèrement plus faible qu'en France métropolitaine (+0,2 %) et loin de l'objectif de 2 % de la BCE. En moyenne, les prix des services et des produits alimentaires augmentent respectivement de +1,1 % (+0,3 % en 2015) et +0,2 % (+0,5 % en 2015). Les prix de l'énergie pèsent toujours négativement dans l'évolution des prix. Malgré une remontée des prix du baril de « Brent brut » en euros en 2016, ils restent en effet inférieurs en moyenne à ceux de 2015.

Après un premier semestre de tassement et d'hésitations, l'ICA se redresse en fin d'année et progresse de deux points au quatrième trimestre. Sur l'année, il reste en moyenne proche du niveau observé en 2015 : 100,2 points contre 100,3 points en 2015, année de croissance soutenue (+2,8 % de croissance du PIB en volume). Les composantes « passée » et « future » contribuent toutes deux à l'amélioration générale. Néanmoins, les perspectives plus favorables pour le début d'année 2017 laissent entrevoir une possible accélération économique, contrairement à la fin de l'année 2015 qui ne laissait percevoir aucun



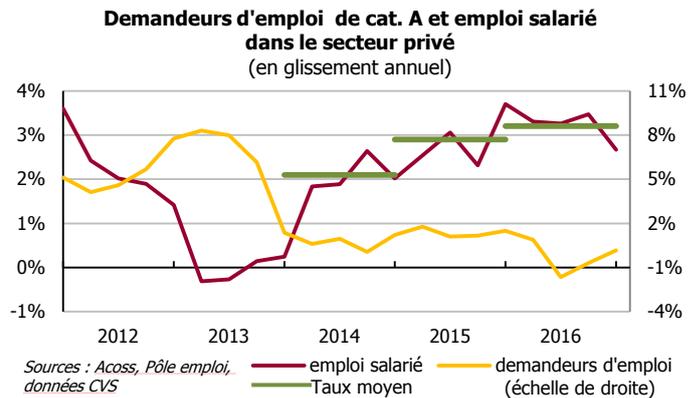
Source : Insee, données mensuelles

Stabilisation du nombre de demandeurs d'emploi

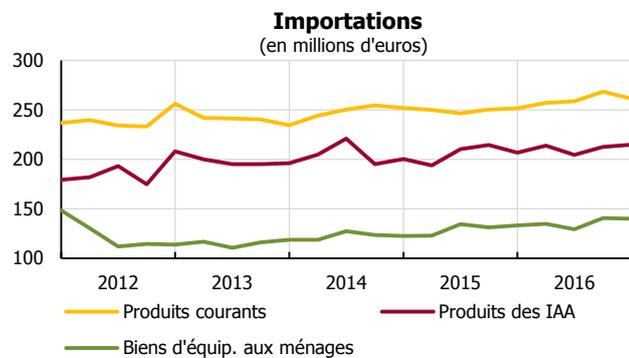
L'embellie du premier semestre 2016 sur le marché du travail permet de stabiliser le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A. En glissement annuel, la demande d'emploi se stabilise à +0,2 % (CVS) à fin décembre 2016, après avoir augmenté de 1,5 % (CVS) en 2015. Seuls les demandeurs d'emploi âgés de plus de 50 ans voient leur nombre augmenter (+6,4 %). La demande d'emploi des 25-49 ans enregistre un net recul (-1,8 %).

Cette évolution est notamment issue de la mise en place des dispositifs d'aides de l'État, notamment les contrats « Embauche PME » et le plan « formations supplémentaires », dont la déclinaison régionale a permis de distribuer 17 000 aides au total.

En parallèle, la croissance de l'emploi salarié privé continue d'accélérer. Selon l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (ACOSS), il progresse de 3,2 % en moyenne sur l'année 2016, après +2,9 % en 2015 et +2,1 % en 2014.



Maintien d'une consommation soutenue



La consommation des ménages reste dynamique en 2016 malgré quelques signes d'inflexion en fin d'année. Comme annoncé par les professionnels du secteur, l'activité s'est stabilisée à un haut niveau et les possibilités d'accélération paraissent limitées, bien que le contexte reste favorable au pouvoir d'achat : la masse salariale dans le secteur privé progresse de 4,1 % en moyenne, après +3,5 % en 2015.

Les ventes de véhicules neufs dépassent en nombre celles de 2015 et progressent de 6,3 % après +8,2 % en 2015. En parallèle, la demande d'importations des ménages reste soutenue : les importations de produits courants et celles de biens d'équipement augmentent respectivement de 4,9 % et 4,5 %. Celles de produits des industries agroalimentaires (IAA) progressent de 2,9 %, après +0,7 % en 2015. Ce dynamisme s'accompagne d'une accélération du rythme de croissance de l'encours de crédits à la consommation, qui progressent de 6,2 % après +1,4 % en glissement annuel.

Dynamisme des investissements

Après un certain attentisme, les intentions d'investir s'installent au-dessus de leur moyenne de longue période. Les perspectives d'investissements des chefs d'entreprise sont favorables, à l'exception du BTP et du secteur des IAA. Les importations en biens d'équipement progressent ainsi de 10,3 %, après +9,2 % en 2015 et +8,9 % en 2014. Cette évolution est en grande partie liée au chantier de la Nouvelle route du littoral qui monte en puissance, mais également à l'arrivée d'un nouveau palangrier pour la pêche à la légine dans les Terres Australes et Antarctiques Françaises.

Les importations de biens intermédiaires enregistrent une hausse plus modérée (+1,8 %) et les ventes de véhicules utilitaires augmentent de 8,1 % après +5 % en 2015.

Cette embellie touche également le secteur de l'immobilier avec des ventes de logements anciens qui grimpent de 14,6 % après +8 % en 2015. Cette bonne orientation se retrouve dans les encours de crédits à l'habitat des ménages qui progressent de 4,9 % en un an.

Hausse des échanges commerciaux

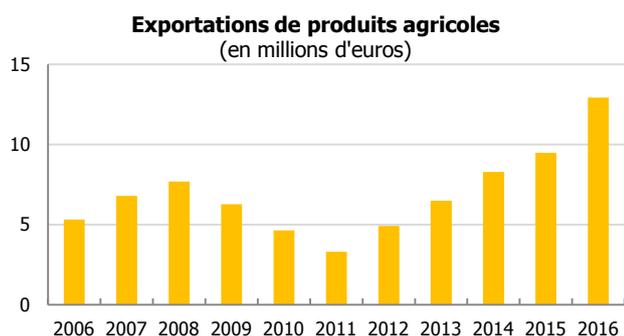
Les échanges extérieurs s'intensifient en 2016. Les importations grimpent de 20,7 %, gonflées par la livraison de quatre Boeing à Air Austral. Hors avions, les importations augmentent de 3,6 %, après +0,6 % en 2015 en lien avec la forte demande interne. Elles restent toujours très impactées par le cours du pétrole : en valeur, les importations de produits pétroliers baissent de 14 %.

La croissance des exportations accélère, avec une hausse de 6,7 % après +3,8 % en 2015. Cette évolution provient essentiellement des exportations de produits des industries agroalimentaires, en hausse de 11,7 % par rapport à l'année précédente ; celles de légines et de sucre étant toutes deux bien orientées.



UNE FIN D'ANNÉE MIEUX ORIENTÉE DANS LA PLUPART DES SECTEURS

Dynamisme des exportations le secteur primaire et les industries agroalimentaires



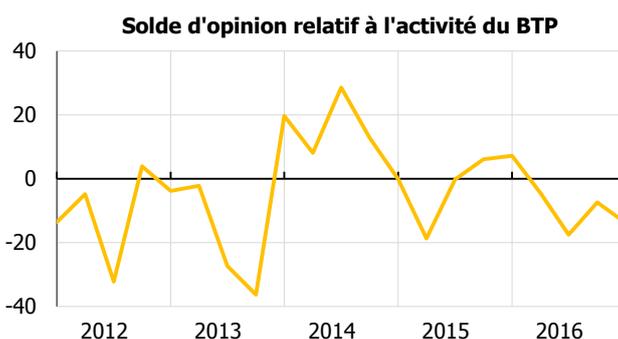
Source : Douanes

moyenne décennale (1,8 million de tonnes).

Les chefs d'entreprise du secteur des **IAA** gardent une opinion favorable de leur activité tout au long de l'année, contrairement à 2015 où elle était mitigée. Cette bonne orientation se retrouve dans les indicateurs du secteur : les exportations de produits des IAA augmentent de 11,7 % grâce à la bonne tenue de celles de sucre et de légines. La filière rhum profite également de cette embellie avec des exportations en hausse de 18,7 %. Les prévisions d'investissement des professionnels du secteur des IAA sont toutefois orientées à la baisse.

Une activité du BTP mitigée

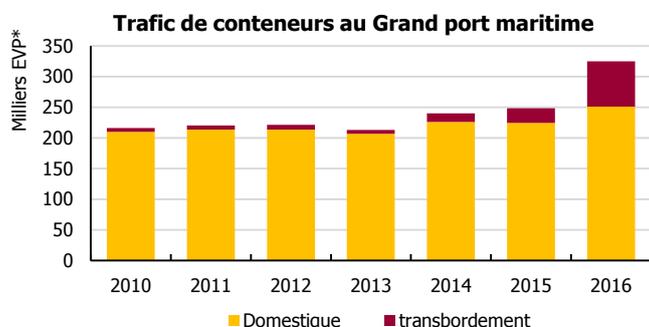
Le jugement positif des chefs d'entreprise en fin d'année 2015 s'est progressivement dégradé au cours de l'année. Leur inquiétude pour 2017 ressort clairement de leurs perspectives défavorables en termes d'activité et d'investissement. Le chantier de la Nouvelle route du littoral continue de soutenir l'activité du secteur du **bâtiment et des travaux publics** bien que les investissements en 2016 n'aient pas été aussi importants que prévus, compte tenu des aléas du chantier. Les investissements devraient se faire de manière plus lissés ces prochaines années. La hausse des effectifs salariés, en lien pour l'essentiel, avec le chantier de la Nouvelle route du littoral, ralentit (+2,8 % après +4,7 % en 2015). La situation du bâtiment reste toujours dégradée. Le nombre de logements autorisés à la construction progresse de 7,9 % alors que le nombre estimé de logements mis en chantier recule de 12 % par rapport à 2015.



Source: Enquête de conjoncture IEDOM, CVS

L'opinion des chefs d'entreprise du secteur des **industries manufacturières** sur leur activité est jugée défavorable, après s'être améliorée au premier semestre. La bonne orientation de la trésorerie et les prévisions d'investissement sont toutefois plutôt rassurantes.

Bonne tenue des activités de services



EVP : équivalent vingt pied, unité de mesure des conteneurs
Source : Grand port maritime

L'activité des **services marchands** est mieux orientée au second semestre 2016 et le niveau de leurs carnets de commandes est jugé élevé. Cette bonne orientation se retrouve notamment sur le marché de l'immobilier, avec des ventes de logements anciens en hausse de 14,6 %. Les activités portuaires affichent également un grand dynamisme, après la transformation du port réunionnais en « hub » pour l'océan Indien et les investissements réalisés en ce sens. Le trafic global progresse de 16 %, hors impact des matériaux destinés au chantier de la Nouvelle route du littoral.

L'**activité touristique** continue sa belle lancée, favorisée par une offre de chambres hôtelières et des mouvements d'avion en hausse. En 2016, le nombre de passagers aériens a progressé de 1,6 % par rapport à l'année précédente. Les aéroports de La Réunion ont ainsi

accueilli 2 171 500 passagers, sous l'effet du trafic record enregistré au mois de décembre (+9,2 % par rapport à décembre 2015). Les flux sur les axes Réunion-métropole et Réunion-Maurice augmentent respectivement de 1,9 % et 3,2 % au cours de l'année. En parallèle, le secteur de la croisière se développe fortement (+85 % par rapport à 2015) avec 37 000 passagers contre 20 000 en 2015 et un nombre d'escales de 32 paquebots (+45 %). Au total, l'île a accueilli plus de 450 000 touristes extérieurs en 2016, pour des recettes qui s'élèvent à 325,3 millions d'euros. La fréquentation hôtelière est également bien orientée, avec une progression de 12,8 % du nombre de nuitées, après +10,9 % en 2015.

UNE ACTIVITÉ BANCAIRE DYNAMIQUE SUR FOND DE MUTATION

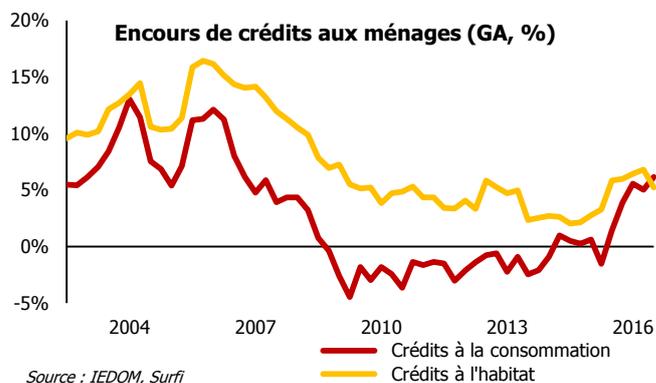
L'activité bancaire s'est de nouveau renforcée en 2016, dans un contexte de conditions financières exceptionnellement accommodantes (politique de la BCE de taux d'intérêt négatifs et d'assouplissement quantitatif) et d'un environnement conjoncturel bien orienté. Le modèle de la banque de détail continue de s'adapter aux contraintes réglementaires et prudentielles (Bâle 3, IFRS 9, conformité ...) et de se transformer face à l'univers de taux bas, voire négatifs, et à l'émergence de la banque digitale. À La Réunion, le paysage bancaire se modifie avec l'arrivée de nouveaux acteurs (Compte nickel, Orange bank, assureurs, crowdfunding) et la fusion entre la CEPAC et la BR. Deux acteurs bancaires majeurs dominent désormais la place qui est également animée par un repositionnement stratégique des établissements et une volonté de diversification de leurs sources de revenus. L'activité bancaire en 2016 est restée dynamique, avec une production importante.

Croissance des actifs financiers et forte préférence pour la liquidité

Les actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais dépassent les 13,5 milliards d'euros d'encours fin 2016, en progression de 4,3 % sur l'année, après +4,1 % en 2015. La collecte nette s'établit à +559 millions d'euros sur l'année, soit la plus forte variation depuis 2007, mais encore bien inférieure aux niveaux observés avant la crise financière (autour des 750 millions d'euros par an). La préférence des agents économiques pour la liquidité est marquée, en lien avec la faible rémunération des produits d'épargne. Les dépôts à vue progressent sensiblement : +15,1 % sur l'année (+11,7 % en 2015), avec une croissance particulièrement forte des encours des sociétés non financières (SNF) à relier aux effets du Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE). Du côté des ménages, l'évolution globale (+2,7 % en 2016 après +3,7 % en 2015) suggère un arbitrage en faveur de la consommation. Dans cet environnement de taux bas, les dépôts à vue progressent de 8,1 % (après +7,9 % en 2015). Les plans d'épargne populaires enregistrent une décollecte (-13,7 %) de même que les produits d'OPCVM non monétaires (-3,7 %). Au sein des placements rémunérés, les plans d'épargne logement (+3,5 %) et dans une moindre mesure l'assurance vie (+1,2 %) tirent leur épingle du jeu.

Dynamisme de l'activité de crédit, tirée par les ménages

Les encours de crédits consentis à l'économie progressent de 3,0 % en 2016 après +5,1 % en 2015, année soutenue par des financements importants consentis aux entreprises et aux collectivités locales (NRL et SEM des bailleurs sociaux). En 2016, la croissance est tirée par les ménages (+5,1 % après +5,0 % en 2015), notamment les crédits à la consommation (+6,2 % après +1,4 % en 2015 et +0,5 % en 2014, qui marquait la fin de six années de contraction). Les crédits à l'habitat sont également bien orientés, en progression de plus de 4,9 %. Du côté des SNF, la croissance passe de 4,5 % en 2015 à 2,4 % en 2016, en raison d'une contraction des crédits d'exploitation (-3,2 %, en cohérence avec la hausse des dépôts à vue enregistrée) et d'une moindre croissance des encours à l'habitat (+3,0 % en 2016 après +5,0 % en 2015, notamment vers les SEM). La croissance des crédits d'investissement est solide à +4,0 %. En revanche, l'encours des crédits aux collectivités locales se contracte de 0,4 % et pèse sur la croissance globale, après une hausse de +14,6 % en 2015. L'année 2016 est de nouveau marquée par une forte progression de l'affacturage et le développement des financements partagés.



Poursuite de l'assainissement du portefeuille des établissements de crédit

Pour la quatrième année consécutive, les créances douteuses brutes portées par les établissements de crédit installés localement diminuent sensiblement en 2016 (-4,6 % après -4,9 % en 2015 et -9,9 % en 2014), en lien avec de nouvelles cessions de créances compromises à des cabinets de recouvrement spécialisés. L'encours a baissé de 250 millions d'euros depuis fin 2012. Le taux de créances douteuses s'établit à 4,4 % des encours bruts totaux fin 2016 contre 4,7 % en 2015 et 6,3 % en 2012 (y compris les encours des prêteurs institutionnels qui ne déclarent pas de douteux).

LES INGRÉDIENTS SONT EN PLACE, MAIS LA CONFIANCE RESTE FRAGILE

L'année 2016 s'est inscrite dans la continuité de 2015, avec des évolutions rassurantes et un bilan favorable. L'économie continue d'évoluer sur un rythme de croisière assez soutenu, avec des signaux d'amélioration supplémentaires en fin de période, de bon augure. Si les ingrédients au développement d'une croissance auto entretenue semblent en place, le potentiel d'accélération est encore incertain. L'attente liée aux élections constitue notamment un risque à court terme. Alors que les taux d'intérêt, l'inflation et le chantier de la NRL devraient devenir moins favorables, l'enjeu de 2017 et des années à venir réside donc dans la capacité de l'économie réunionnaise à déployer des moteurs de relais. À côté des moteurs traditionnels, des filières structurantes et circulaires (économie bleue, économie verte, numérique) offrent un potentiel de développement durable et participent au renouveau nécessaire du modèle économique réunionnais post départementalisation (qui a fêté ses 70 ans en 2016). Dans ce contexte, l'accompagnement bancaire et public, l'entrepreneuriat, l'innovation, mais aussi l'éducation et la formation sont autant de variables qu'il faudra coordonner pour donner un élan supplémentaire et durable, capable de répondre aux besoins structurellement élevés en créations d'emplois de l'économie réunionnaise.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : H. GONSARD - Responsable de la rédaction : T. BELTRAND

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : mars 2017 – Dépôt légal : mars 2017 – ISSN 1952-9619